

**II^e CONFERENCE INTERNATIONALE
DU RESEAU « FORMATION AGRICOLE ET RURALE » (FAR)
« Rôle des acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de
formation rurale pour le développement »
TUNIS – 19 au 23 mai 2008**

OUVERTURE DE LA CONFERENCE

Intervention de monsieur Bernard CAVAILLÉ, secrétariat exécutif du réseau FAR

Monsieur le Ministre de l'Agriculture et des Ressources Hydrauliques de Tunisie,
Monsieur le Président de l'Union Tunisienne de l'Agriculture et de la Pêche,
Monsieur le Directeur Général de l'Agence de Vulgarisation et de la Formation Agricoles,
Monsieur le représentant du Service de Coopération et d'Action Culturelle de l'Ambassade de France,
Chers amis,

Bienvenue à la deuxième conférence du Réseau international « Formation Agricole et Rurale », maintenant plus connu sous le nom de Réseau FAR.

S'il s'agit de la deuxième du nom, cela signifie qu'il y en a eu une première. En effet il y a trois ans, en mai 2005, un certain nombre d'entre nous étions réunis à Ouagadougou lors de l'atelier international sur la formation de masse en milieu rural. C'est d'ailleurs à cette occasion qu'est née l'idée de construire le réseau FAR.

Tout d'abord pour ceux nombreux qui nous rejoignent aujourd'hui, pourquoi ce réseau, avec quels objectifs ?

Les participants de l'atelier de Ouagadougou ont souhaité maintenir l'esprit de la rencontre de mai 2005 en appelant de leurs vœux le réseau FAR pour :

- mettre en relation les acteurs,
- rechercher, capitaliser, mutualiser et diffuser l'information relative aux politiques et stratégies nationales de formation agricole et rurale,
- renforcer les compétences et développer un potentiel d'expertise,
- produire de nouvelles références dans les domaines en carence.

Ces objectifs devaient être assurés par la mise en place d'une plate-forme numérique avec sa panoplie d'outils : site web, lettres périodiques, dossiers thématiques, forums, visioconférences, par l'organisation de rencontres, d'ateliers de travail et de journées de réflexion et par la réalisation de travaux et d'études dans les domaines identifiés par le réseau.

Trois ans après, avec le concours des ministères français chargés de l'Agriculture et des Affaires Etrangères et maintenant de l'Agence Française de Développement, nous pouvons affirmer que les phases d'implantation du réseau et de démarrage de ses activités sont terminées; les fondations sont solides comme en témoigne l'événement que nous inaugurons ce matin.

- Le réseau a grandi : nous étions soixante dix à Ouagadougou, aujourd'hui dans la grande salle de l'UTAP nous dépassons très largement la centaine,
- Le réseau s'est élargi : en 2005, une dizaine de pays étaient représentés, aujourd'hui seize pays sont présents ici en Afrique du Nord et des signes montrent qu'il va s'étendre au delà du continent africain : Moyen Orient, Asie du Sud Est,
- Le réseau développe ses activités : pendant les trois prochaines années, avec le concours de l'AFD, il va, tout en poursuivant les activités actuelles, produire des analyses et des études, construire des argumentaires destinés aux décideurs nationaux et internationaux. Nous pouvons prendre l'engagement d'en faire le bilan dans trois ans.

Revenons sur l'élargissement du réseau.

Plusieurs pays d'Afrique au sud du Sahara nous ont rejoints mais la frontière physique que représente le Sahara a été franchie ; nous en avons la preuve éclatante en étant réunis à Tunis aujourd'hui. Avec

beaucoup de volonté et d'opiniâtreté, les trois pays du Maghreb se sont progressivement rapprochés du réseau FAR et ses sont mobilisés pour en être des membres très actifs ; le comité de pilotage a souhaité traduire cette évolution en proposant l'organisation de cette conférence ici en Tunisie.

Pour cela un comité d'organisation a été mis en place réunissant, outre le secrétariat exécutif du réseau dont c'est le rôle que de mettre en œuvre les décisions du comité de pilotage, l'AVFA et l'UTAP pour le pays organisateur mais aussi les partenaires algériens et marocains qui ont pleinement participé à cette organisation.

C'est ainsi que nous avons le plaisir de saluer la présence avec leurs équipes :

- du Directeur Général de la Formation, de la Recherche et de la Vulgarisation du Ministère de l'Agriculture et du Développement Rural de l'Algérie,
- du Directeur Général de l'Enseignement, de la Recherche et du Développement du Ministère de l'Agriculture et de la Pêche du Maroc,
- du Directeur Général de la Confédération Marocaine de l'Agriculture et du Développement Rural.

Qu'ils en soient chaleureusement remerciés car ils témoignent ainsi l'attachement de leur pays à développer les relations internationales sur la question plus que jamais cruciale de la formation professionnelles dans les zones rurales. En effet que de changements depuis 2005 où nous avons fait le constat que la formation de masse des producteurs agricoles et de l'emploi des jeunes ruraux pour une vie digne dans leur milieu constituaient les défis à relever sans délais pour que l'activité agricole et rurale redevienne un levier fondamental du développement socioéconomique et éloigner ainsi les risques d'explosion sociale et de désastres physiques.

L'actualité nous donne raison. La dégradation constante des ressources naturelles, les effets de la mondialisation des échanges, l'augmentation des coûts des matières premières, la hausse des prix des aliments de base, les émeutes de la faim, la souveraineté alimentaire toujours plus lointaine, l'attitude des pays industrialisés détournant l'utilisation des terres agricoles pour satisfaire leurs besoins énergétiques, sont autant d'éléments en vrac qui montrent que nous sommes au cœur du problème : sans formation professionnelle agricole et rurale, ces problèmes ne pourront pas être affrontés encore moins résolus.

Notre conférence sur le rôle des différents acteurs dans l'orientation et le fonctionnement des dispositifs de formation agricole et rurale pour le développement va apporter un éclairage supplémentaire. Encore une fois, rappelons Ouagadougou 2005. Dans la déclaration finale figuraient sept recommandations. Outre le vœu de créer un réseau, notre réseau FAR, trois d'entre elles, soit la moitié, concernant l'objet de notre rencontre ;

Je cite.

« dans chaque pays s'engageant dans la mise en œuvre d'une stratégie nationale de formation agricole et rurale, cette dernière :

- *doit être le résultat d'un projet commun et d'une vision partagée entre les différents partenaires nationaux,*
- *sa gestion doit en être assurée de manière partagée entre élus, services de l'Etat, société civile (OPA, associations) et prestataires de formation publics et privés,*
- *sa mise en œuvre doit être réalisée par une structure nationale tripartite Etat/société civile/prestataires ».*

Nous sommes donc présents au rendez vous.

Pour conclure, notons que l'organisation de notre rencontre répond d'ores et déjà aux exigences que je viens de formuler. En Tunisie la profession agricole représentée par l'UTAP, l'Etat représenté par l'AVFA et son dispositif national d'enseignement technique et professionnel agricole ont déployé ensemble des efforts considérables pour nous accueillir et nous mettre dans les meilleures conditions pour faire avancer notre réflexion ;

Remercions le Président de l'UTAP et le Directeur général de l'AVFA pour cet engagement et au delà de leurs personnes, leurs équipes qui n'ont pas ménagé leur peine pour garantir le succès de cette manifestation. Ils apportent la preuve qu'affirmer que tout dispositif efficace de formation agricole et rurale doit être construit par l'ensemble des acteurs n'est pas une expression convenue mais une réalité bien concrète.

Merci Monsieur le Ministre de votre présence et de votre soutien,
Merci à tous.